

**CIBLE**

## Électricité

**Q**ui peut encore croire que la concurrence fait baisser les prix ?

Ainsi, dans le domaine de l'électricité, les expériences faites à l'étranger ont été négatives. Et ce sont maintenant les industriels français qui dénoncent les conséquences redoutables de l'ouverture de notre marché de l'électricité : en deux ans, une hausse de 50 % du prix de l'électricité a été constatée.

Perdant l'avantage des bas prix que leur assurait le monopole, certains industriels menacent de se délocaliser en Russie ! Partout en Europe de l'Ouest, où le mouvement de hausse sera durable et généralisé, les producteurs d'électricité n'investiront pas tant que leur rentabilité ne sera pas assurée.

**Conséquences :** licenciements, désindustrialisation et perte de la sécurité énergétique qu'assurait les centrales nucléaires d'EDF.

Ces effets de la concurrence et de la privatisation sont connus et dénoncés depuis des années. Mais la Commission européenne est enfermée dans son idéologie, traduite dans des directives que nos oligarques de droite et de gauche ont acceptées. Pas une voix pour ces saboteurs de l'industrie nationale !

## PAUVRETÉ

# La fin de l'État social

Monarchie

**Réponse  
au *Monde***

p. 4

Idées

**Régis  
Debray**

p. 9



# Esthètes à petits cris

**Jugée et condamnée pour « keynésianisme de gauche » par les penseurs corrects, Sylvie Fernoy a tenté une purification intellectuelle et morale en s'adonnant sans retenue à la lecture d'une revue « jeune droite ». Récit d'un échec.**

Il y a des soirs, comme ça, où votre Sylvie, elle craque.

Cela se passe souvent après les retours de mission, lorsque les copains énarques humiliés par les seconds couteaux de la bande à Sarko passent leurs nerfs sur la « keynésienne » presque « marxiste » (1). J'ai beau jurer aux anciens cireurs de pompe de la maison Jospin que je n'ai jamais rien concédé aux roses fossoyeurs de la République gaullienne, les quolibets continuent de pleuvoir.

A l'heure du crépuscule, dans un aéronef encore français, j'ai tenté d'éviter l'averse en ouvrant comme un parapluie une revue classée « jeune droite » sous les regards étonnés de mes compagnons de voyage. Sylvie la gaucharde lisant les *Cahiers de La Table Ronde* !

Après tout, me disais-je, on peut tenter de se refaire une virginité politique...

Cela commença bien. La revue (2) annonçait son inten-

tion de rassembler ceux qui cultivent un « esprit de dissidence » et plusieurs articles confirment l'échappée hors des sentiers battus – y compris ceux que parcouraient naguère les jeunes hussards de la droite littéraire.

Le théologien orthodoxe Jean-François Colosimo, par exemple, est inclassable et j'ai bien aimé sa manière d'enfoncer dans la chair des religiosités ambiantes la fine pointe des paradoxes qu'il énonce. Régis Debray n'est pas non plus de ceux qu'on embrigade, on a plaisir à lire un poème de Gabriel Matzneff et Joseph Macé-Scarron, directeur de la rédaction du *Figaro-Magazine*, publie là une intelligente et courageuse critique des communautarismes.

Hélas, les bonheurs de lecture n'ont qu'un temps et j'en vins à tomber sur une escouade de jeunes gens qui jouaient aux hussards sur le mode farouche. Ce n'était pas le regret rose-rouge des « sixties » qui faisait trembler leur plume mais la blanche

nostalgie des années cinquante – celles qui déployaient leurs charmes entre le *be bop* et le *rock n'roll*.

Trop jeune pour avoir fréquenté le *Bar Bac*, j'avoue que la lecture des esthètes de droite que publiaient les éditions de La Table Ronde, m'avait quelque peu agacée. Et voilà que je tombe sur un petit lot de caricatures de la joyeuse bande d'écrivains qui défiaient Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir avec une talentueuse désinvolture.

Je reconnais volontiers que ces hussards ou supposés tels ne manquaient pas de panache alors que le quarteron de busards contemporains brandit ses sabres de bois contre les fantômes de Saint-Germain-des-Prés. Inouï, tout de même, cette régression matricielle ! On daube sur les existentialistes, qui étaient passés de mode bien avant 1968. On fustige les « stalino-progressistes » alors que le mythe du Progrès est en charpie depuis un bon quart de siècle. On déclare que le pou-

voir des syndicats est « devenu abusif » comme s'ils avaient empêché les privatisations. On dit que « les nations sont en train de mourir » et l'on pleure sur la décadence, la déliquescence, l'avitilissement et l'imbécillité généralisée avant d'aller clamer sur les plateaux de télévision que les intellectuels de gauche interdisent la libre expression de la Pensée. Dans la production de ces poncifs usés jusqu'à la corde Denys Arcand, auteur de films appréciés à juste titre, remporte la palme d'or.

Sans pousser plus loin la polémique, je ferai remarquer aux pleureuses décadentistes et aux esthètes en peau de chagrin que ce n'est plus Jean-Paul Sartre qui est *incontournable* mais Régis Debray, que leurs criailleries ne sont guère différentes des aigreurs d'intellectuels de gauche, aujourd'hui défunts, et que leur aristocratique mépris du peuple (supposé inculte et moutonnier) rejoint la haine du « beauf » que cultivent les Bourgeois-bohèmes jospinisés.

Quant à l'esprit des années cinquante, on le retrouvera dans un bref manuscrit d'Antoine Blondin, noctambule lucide et comme toujours merveilleusement inspiré.

Sylvie FERNOY

(1) En novlangue, sont « keynésiens » tous ceux qui contestent la vulgate ultra-libérale, et « marxistes » tous ceux qui se situent à la gauche d'Alain Juppé. Exemple : Nicolas Sarkozy est « marxiste » quand il tente d'éviter le naufrage d'Alstom.

(2) *Cahiers de La Table Ronde*, printemps 2004, nouvelle série n°1 – prix franco : 12 €.

**royaliste**   
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHOLD REIKOVIN

SOMMAIRE : p.2 : Esthètes à petits cris - p.3 : Vers une sécu à deux vitesses - Jospin ! - p.4 : L'avenir de la monarchie - p.5 : Le refus de l'empire - p.6/7 : Responsabilité des libéraux - p.8 : Religions du Livre ? - p.9 : Le siècle et la règle - p.10 : L'homme dans le puits - Truculence - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Gestion de patrimoine.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0509 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris



# Vers une sécu à deux vitesses

**Une nouvelle réforme pour rien ? Telle est la question que l'on est en droit de se poser alors que Philippe Douste-Blazy vient de boucler la première mouture du projet de loi sur la réforme de l'assurance maladie.**

**L**e texte que le ministre de la Santé vient de remettre au Conseil d'État risque, en effet, de ne rien résoudre. Par précipitation, il a refusé d'envisager la question dans sa globalité.

Concernant le financement, ce sont les assurés sociaux qui seront appelés à fournir le plus gros effort (contribution d'un euro par consultation, extension de 95 à 97 % de l'assiette de la CSG des salariés, augmentation de 0,4 point de la CSG des retraités, hausse du forfait hospitalier, prolongement du CRDS au-delà de 2014). Les entreprises, elles, s'en sortent bien (augmentation de 0,03 % de la contribution spécifique de solidarité sur les sociétés pour les entreprises au chiffre d'affaires annuel supérieur à 760 000 euros). L'État, qui fait financer sa politique de l'emploi si peu efficace par la sécurité sociale, reversera à l'assurance maladie un milliard d'euros (sur les quatre qu'il lui doit) au titre des allègements de charge sociale sur les bas salaires généreusement octroyés aux entreprises pour qu'elles embauchent. Quant aux médecins, aucun effort particulier ne leur sera demandé : il n'y aura ni médecins référents ni incitations à s'installer dans des régions défavorisées. En revanche, dès son arrivée au ministère de la Santé en mai 2002, Jean-François Mattei (un médecin) autorisa une augmentation des honoraires des généralistes : celle-ci est d'ailleurs large-

ment responsable du creusement du déficit. Aujourd'hui, Philippe Douste-Blazy (un autre médecin) s'apprête à revaloriser les honoraires des spécialistes.

Pour ce qui est du pilotage de l'assurance maladie, qui repose aujourd'hui sur le paritarisme, il sera confié à un super directeur, nommé par le gouvernement. La gestion des caisses par les partenaires sociaux, dont la légitimité reposait sur le fait que ce sont les salariés et les entreprises qui, par leurs cotisations, contribuent, majoritairement, au financement du système, aura vécu. Après la retraite à 60 ans, ce sera un nouveau pilier du pacte social patiemment élaboré depuis 1945 qui s'effondrera. Les observateurs éclairés prétendent que le caractère solidaire de l'assurance maladie est préservé et que grâce à la réforme du gouvernement, la « Sécu » ne sera pas privatisée. C'est, au contraire, la porte ouverte à une future privatisation. Du fait que les assurés sociaux seront de moins en moins remboursés, ceux qui en ont les moyens finiront par se tourner vers les assureurs privés avec tous les risques que cela comporte. Ainsi risquons-nous d'assister, impuissants, à la naissance d'une sécurité sociale à deux vitesses.

Alors, une nouvelle réforme pour rien ? En apparence et dans l'immédiat, oui. Mais, à terme, non, au contraire. Comme le gouvernement se contente de mesureries, il faudra, à plus ou moins brève

échec, d'autres réformes qui, un jour, saperont complètement l'édifice. Demain, par exemple, le successeur de Raffarin s'attaquera à l'hôpital public, qui n'est pas concerné par la réforme en cours.

Que faire ? Douste-Blazy a réussi à faire l'unanimité contre son texte. Ainsi, les huit organisations syndicales du pays et les partis de gauche appellent à manifester le 5 juin, mais une nouvelle question se pose : sur quel projet ? Et là, les organisations syndicales sont divisées. Le gouvernement, comme pour les retraites, a donc beau jeu de leur rétorquer qu'elles n'ont pas de projet alternatif. Quant au Parti socialiste qui a laissé pourrir la situation entre 1997 et 2002, il n'a rien à proposer.

Pour la Nouvelle Action Royaliste, la remise en cause du système né en 1945 ne se justifie pas. Des adaptations sont, en revanche, nécessaires (1). Il existe trois leviers d'action, aujourd'hui. On pourrait, tout d'abord, agir sur le déficit en recensant toutes les sources d'économies à faire et en responsabilisant l'ensemble des acteurs : patients, mais aussi médecins, entreprises et État. Il serait souhaitable, également, de réorganiser le système de soins en donnant une cohérence au maillage médecine de ville et hôpital. On pourrait, enfin, améliorer la gestion paritaire du système. Le tout est question de volonté politique : c'est malheureusement ce qui fait le plus défaut aujourd'hui.

**Nicolas PALUMBO**

(1) Voir la motion du congrès de 2003 « Pour une sécurité sociale universelle ».

## Jospin !

**D**ans la misérable petite période historique marquée par le bégaiement sénile et la régression sadique des oligarques, il est normal que les comédies d'hier nous reviennent sur le mode de la bouffonnerie. Le retour de Lionel Jospin peut être catalogué dans ce registre, mais plus sûrement au rayon des farces et attrapes.

Car on s'est bien fait avoir : la foudre jospinienne s'abattant sur la direction du Parti socialiste toute fière d'avoir récupéré l'affaire du mariage homosexuel, cela donnait un frisson de plaisir. Et voilà qu'on s'aperçoit que le coup de semonce annonçait la mise en application d'un « plan média » survivantiste - d'ailleurs assez rigolo car il bouscule et inquiète Laurent et Dominique, les deux principaux duellistes de la rue de Solferino.

Mais la farce est sinistre. Le « retour » de l'ancien Premier ministre évoque le Maréchal arrivant pour transformer la défaite militaire de 1940 en débâcle politique, intellectuelle et morale. A ceci près que Philippe Pétain, maréchal républicain, n'avait pas encore donné de preuves de félonie. Alors que le sénchal Jospin a entériné, entre 1997 et 2002, le pacte de stabilité, les décisions ultra-libérales de Lisbonne et l'alignement sur Washington tout en devenant le champion des privatisations et l'artisan de la régression sociale - avant d'abandonner son parti en pleine déroute.

S'il revenait au pouvoir, ce naufrageur, ce serait encore pour pratiquer la « modernisation » (libérale) qu'il nous promettait en 2002. Qu'il reste à Ré !

**Yves LANDEVENNEC**



# L'avenir de la monarchie

**On dit les Français volontiers arrogants – le plus souvent lorsqu'ils affirment, parfois maladroitement, leur volonté d'indépendance. En revanche il existe bel et bien, dans une certaine presse française, une incapacité intellectuelle à comprendre que les peuples d'Europe puissent choisir d'autres voies que la nôtre... et que la monarchie, selon le mot de Ionesco, puisse être « une idée neuve en Europe ».**

**I**l serait plus juste de taxer ces républicanistes, qui ne sont pas les vrais républicains, d'étroitesse d'esprit alliée à de la condescendance – celle qu'autrefois le « bon blanc » éclairé avait pour le « bon sauvage » à instruire.

Que *Le Monde* s'affiche avec *El País* pour traiter du déclin « inexorable » des monarchies en Europe, à l'occasion du mariage, le samedi 22 mai, du prince héritier à la couronne d'Espagne, Felipe, avec Letizia Ortiz, n'y change rien. Alors que plus de 75 % des Espagnols se réjouissent de ce mariage qui assure la continuité dynastique telle qu'elle est aujourd'hui inscrite dans la constitution espagnole, il s'agit au contraire pour *Le Monde* d'annoncer la fragilité de la monarchie espagnole, sur laquelle il ne serait pas actuellement opportun de faire un referendum – Juan Carlos est-il Chirac ? – une monarchie que ne récuse pourtant, à la faveur du mariage princier, que les nostalgiques des (dés-)ordres anciens, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche.

L'Espagne serait-elle donc plus juancarliste que monarchiste ? L'affirmation restera aisée tant que Felipe ne sera pas monté sur le trône de son père. Juan Carlos dont le règne est le plus long d'un Bourbon d'Espagne, est en effet le premier roi de la monarchie réinstaurée, après la faillite d'une République qui avait conduit à quarante années de franquisme. Pourtant, même *Le*

*Monde* qui s'intéresse en passant, tel un tabloïd anglais, – calomniez, il en restera toujours quelque chose – aux « zones d'ombres » du roi d'Espagne, est contraint de reconnaître que, sans compter l'important rôle diplomatique joué par le Roi, « la monarchie espagnole réalise [...] un exercice d'équilibre, permanent entre les différents forces centrifuges du pays. [...] Elle est l'arbitre symbolique de la vie politique espagnole. » À l'exemple de la Belgique, même si l'Espagne est plus ancienne. D'ailleurs, seul le parti communiste et les partis nationalistes divers et variés ont décliné l'invitation royale.

Mais pour *Le Monde*, si Juan Carlos est si populaire c'est qu'« il lui a fallu » rompre avec le franquisme, « respecter le jeu démocratique, gagner la confiance populaire ». « Il lui a fallu » ! Comme si au contraire ce n'était pas le roi qui, de lui-même, avait rétabli les libertés politiques en Espagne, contre un appareil franquiste qui espérait n'avoir en Juan Carlos qu'un roi-potiche, lui qui fut le roi de la révolution tranquille. Les Espagnols n'ont pas besoin de lire *Le Monde* dans toute sa condescendance pour se rappeler qu'une certaine nuit de février 1981, devant une démocratie couchée sous le revolver de quelques pronuciamentistes, le roi fut le seul à se dresser, avec à ses côtés le jeune prince Felipe, âgé de treize ans seulement, qui apprenait ainsi son futur

métier de roi. Juan Carlos, cette nuit-là, rétablissait les libertés publiques pour la seconde fois en moins de six ans !

Au *Monde* qui l'interroge comme « spécialiste » ou « expert » de la monarchie espagnole – il se trouve être, par hasard, un opposant à la monarchie espagnole – José-García Abad déclare que « la vraie démocratisation, ce serait sa disparition. Si ce sont des gens comme nous, qu'ils se présentent aux élections ». Le plus drôle, c'est que quelques lignes plus bas, l'analyste de l'institut royal Elcano, Charles Powell confie que le mariage princier, « moins ostentatoire que celui de la fille de l'ex-chef du gouvernement [un homme « comme nous », pourtant, un élu !], José Maria Aznar, est plus légitime aux yeux des Espagnols, c'est une image sympathique et optimiste, après les attentats et le retrait des troupes d'Irak » : la permanence de l'Espagne !

D'ailleurs ce que *Le Monde* et son spécialiste ne semblent pas capables de comprendre, c'est que précisément on ne demande pas au roi d'être comme les autres ! Au contraire : c'est la transcendance de la dimension symbolique de sa fonction, incarnée effectivement dans une personne, qui est exigée comme au fondement même du souci politique, assurant la pérennité et la liberté d'une nation.

C'est sa différence fondatrice qui est requise, en Espagne,

comme dans les monarchies du nord de l'Europe où *Le Monde*, qui titre sur le déclin « inexorable » des monarchies européennes, est contraint de reconnaître que la monarchie y est chaque jour renforcée face à une intégration européenne qui tend à déposséder les peuples de leur souveraineté – et n'en donne pas simplement le « sentiment » – et c'est cette même différence qui est, encore de façon inaccomplie, exigée dans les anciens pays de l'Europe soviétisée.

Car *Le Monde* est visiblement gêné par ce renforcement de la monarchie en Europe du Nord ou cette résurgence du souci monarchique dans les pays d'Europe centrale ou balkanique. Et la condescendance pointe à nouveau le nez : ce qui serait recherché, selon Philippe Lauvaux, professeur de droit public à Paris-II et à Bruxelles, ce serait « une légitimité qui n'est pas de l'ordre du rationnel démocratique », laquelle « connaît des difficultés d'adaptation et donne l'impression à beaucoup de ne plus jouer son rôle ». Attention à l'interprétation ! La monarchie ne s'oppose pas plus à la rationalité qu'aux libertés fondamentales des peuples, qu'elle garantit partout, quand elle ne les rétablit pas, comme en Espagne, il y a trente ans. Non, la monarchie, si elle est aussi affaire de sentiment, ne s'oppose pas à la dimension rationnelle du politique, mais lui procure une assise et un référent permanent, qui transcende le jeu politique et permet à celui-ci de respirer et de ne pas tourner à vide, comme trop souvent dans nos bons régimes éclairés. Le « bon blanc » et « les bons sauvages » ne sont pas toujours ceux que l'on croit ! À qui d'instruire l'autre ? Mais fort heureusement, les peuples n'attendent pas les « lumières » du *Monde* pour faire l'histoire.

**Axel TISSERAND**

■ PS 1 : Je tiens à informer Andréa Tarquini, que le dernier roi de Bulgarie ne fut pas Boris, assassiné par Hitler, mais bien Siméon, l'actuel Premier ministre

■ PS 2 : Nos citations sont indifféremment tirées des *Monde* datés des 16-17 mai et du 22 mai.

■ PS 3 : *Le Monde* daté du 25 mai est visiblement attristé que la pluie ait dissuadé certains Espagnols de venir sur le parcours royal... Je rassure le quotidien : La fête n'en fut pas moins réussie, selon tous les témoignages.



# Le refus de l'empire

**Le temps des empires coloniaux revient. Au-delà du colonialisme et de l'anticolonialisme, saurons-nous imaginer une relation vraie entre Nord et Sud, Ouest et Est ?**

**L**e cinquantenaire de Diên Biên Phu, la nouvelle sortie de « *La bataille d'Alger* », s'accompagnent dans le monde anglo-saxon d'un retour en force des études sur l'Empire des Indes. La guerre en Irak a remis au goût du jour « *Lawrence d'Arabie* » et la campagne de Mésopotamie qui s'était poursuivie après la Première Guerre mondiale. La nostalgie le cède certes à la leçon d'histoire politique. Mais le message est ambigu. S'il s'agit de chercher à dissuader les Américains de recommencer les mêmes erreurs, parfois c'est avec l'espoir secret qu'ils réussiront là où nous avons échoué, qu'ils iront jusqu'au bout là où nous avons dû reculer. Dans d'autres cas, c'est au contraire pour se dire que les Américains ne peuvent qu'échouer encore plus lamentablement, comme au Viêt-Nam, nous donnant raison à posteriori, réhabilitant nos propres efforts.

Ces deux arrière-pensées sont trop dépendantes d'une histoire dépassée. Elles nous cachent le présent. À quoi cela nous sert-il aujourd'hui de glorifier l'administration coloniale des Indes qui attirait chaque année les meilleurs diplômés d'Oxford et de Cambridge alors qu'aujourd'hui les étudiants de Yale et de Harvard ne rêvent que de Wall Street et des cabinets d'avocats sans avoir plus besoin d'aucune langue étrangère ?

Les missionnaires d'Afrique ne reviendront pas. Les coopérants eux-mêmes ont disparu avec la « Coopé ». L'armée et la CIA ont des problèmes de recrutement.

Les Américains ne sont pas prêts à fournir l'effort humain, intellectuel et surtout financier nécessaire à un Empire, même si cet Empire n'a plus rien à voir avec Rome ou le règne de Victoria, même s'il s'affirme libéral et démocratique. « *Le fardeau de l'homme blanc* » chanté par Kipling ne sera pas assumé par les États-Unis. Laissons tomber ces réminiscences d'Empire qui ne trompent personne. Le discours est du plus mauvais effet. En d'autres temps, Washington s'était plutôt illustré dans l'anticolonialisme, de Monroe à Wilson et de Roosevelt à Kennedy. Bizarrement cette tonalité a quasiment disparu des homélies d'outre-Atlantique. La vieille Europe s'était à l'époque souvent colletée avec les prêcheurs américains sur ce point. L'histoire a permis de dégager un jugement plus équilibré sur cette entreprise, ce qui aurait pour effet de faire taire les controverses. Mais de ce fait c'est le panorama américain qui a changé de sens.

N'étant plus anticolonialiste ni ne pouvant devenir colonialiste, « *la démocratie américaine* » de Tocqueville n'a plus de guide dans son approche des nations, majoritaires dans le monde, qui étaient jusqu'à il y a un demi-

siècle « colonisées ». Entre la « libération » et la « recolonisation », existe-t-il une troisième voie ? Entre le « mandat » comme au temps du traité de Versailles et le « protectorat » qui lui préexistait, tout n'est-il qu'hypocrisie et faux-semblant ? C'est exactement la question devant laquelle nous sommes en cette veille du 30 juin pour l'Irak. Elle est propre à cette situation particulière, mais en vérité elle est généralisable aux trois-quarts de la planète. La doctrine de la « souveraineté limitée » n'était pas seulement un attribut du monde communiste. Elle est la réalité dans tout État faible ou en faillite.

Est-il trop tard pour que l'Europe - la nouvelle Europe - occupe la place laissée vide par le refus américain de l'Empire ou - ce qui revient au même - le rejet de l'Empire américain ? Dans un premier temps, elle est trop occupée de soi, devant parfaire son empire sur les parties les plus faibles de son continent. Mais elle ne peut s'abstraire de la tâche à accomplir, et donc ne peut se passer d'une doctrine dont il lui reste à se doter, un mode d'emploi pour le monde extérieur au-delà du colonialisme comme de l'anticolonialisme. Nous sommes entrés dans une sorte de troisième temps, avec une nouvelle génération pour laquelle l'avenir reste à inventer. L'Irak peut marquer un départ, sans que l'on sache vraiment où l'on va. C'est peut-être cela aussi la souveraineté.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **AFGHANISTAN** - L'état de santé du roi Mohammed Zaher Chah (âgé de 89 ans) continue à susciter des inquiétudes. Après une première alerte en février qui avait conduit à son hospitalisation en Inde à la suite d'un refroidissement, il a été maintenant mis en observation aux Émirats Arabes Unis à la suite d'un nouvel accident de santé. Le porte-parole présidentiel a néanmoins affirmé que l'état du roi n'était pas inquiétant et a démenti les informations selon lesquelles il allait être hospitalisé en France.

♦ **JORDANIE** - C'est en présence de très nombreuses têtes couronnées et représentants de Maisons royales qu'ont eu lieu les festivités à l'occasion du mariage du prince héritier Hamza (âgé de 24 ans) avec la princesse Noor. Le prince Hamza, fils du défunt roi Hussein et de la reine Noor, est le demi-frère du roi Abdallah II.

♦ **YOUgoslavie** - A l'approche des prochaines élections présidentielles le prince Alexandre a déclaré : « *Il est important que ces élections soient un succès. Le peuple doit librement faire son choix et voter. Ce dont notre État a besoin c'est de la poursuite et de la consolidation de la stabilité qui permettra que fonctionnent les mécanismes de notre politique intérieure* ». Et, sans la nommer, mais à l'intention de sa cousine Élisabeth de Yougoslavie qui a fait acte de candidature pour ces élections : « *Il est important de noter que ceux qui portent le nom de Karadjordjevic doivent se conformer au principe de base que tous les membres de la famille doivent toujours se maintenir au-dessus des luttes politiques. Notre devoir de famille est d'encourager et de promouvoir le processus démocratique et non pas d'interférer avec lui* ».

♦ **PAYS-BAS** - Dans le cadre des manifestations marquant l'anniversaire du débarquement de 1944, la reine Beatrix présidera en personne une cérémonie franco-néerlandaise qui commémorera un épisode peu connu : celui de la libération de la ville de Pont-Audemer, le 26 août 1944, par les soldats néerlandais de la brigade Princesse Irène. Cette unité hollandaise, fondée en 1941, avait pour marraine la sœur de l'actuelle reine, et, rattachée à la 6<sup>e</sup> division aérienne britannique, avait débarqué à Arromanches le 7 août 1944.

♦ **ITALIE** - A l'issue d'un dîner offert par la reine Sophie, en Espagne au Palais de la Zarzuela, à l'occasion du mariage du prince Felipe, le prince Victor-Emmanuel a provoqué un scandale en frappant violemment son cousin Amédée, duc d'Aoste. Si les causes immédiates de ce déplorable pugilat sont inconnues, on peut rappeler que depuis que le prétendant et son fils avaient, il y a deux ans, « *donné leur assurance formelle de leur fidélité à la Constitution républicaine et à notre Président de la République* » afin de pouvoir revenir sur le sol italien, de nombreux monarchistes avaient considéré cette déclaration comme une abdication de fait et avaient reporté leur fidélité et fait allégeance au prince Amédée de Savoie, duc d'Aoste.



# La respons des libér

**P**hilippe Arondel est un invité régulier de nos réunions du mercredi. Docteur en droit et en histoire économique et sociale, chargé de la recherche économique dans un Bureau d'études syndicales, animateur de deux émissions sur *Fréquence Protestante*, il analyse dans un ouvrage récent les politiques de lutte contre la pauvreté menées depuis vingt ans et les raisons de leur échec. Sous les propos lénifiants du verbiage officiel, apparaît en France et en Europe la volonté idéologique de déconstruire l'État social et d'en finir avec une redistribution du revenu national favorable aux salariés.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce qui est spécifique dans votre réflexion sur la pauvreté ?

**Philippe Arondel :** Je me suis efforcé de répondre à une question simple et essentielle : les politiques économiques menées depuis vingt ans par les gouvernements de gauche et de droite ont-elles réussi à faire reculer la pauvreté ? Cette question est au centre d'un livre très engagé, qui n'est pas pour autant un pamphlet. Je m'appuie, en effet, sur des analyses scientifiques et des chiffres officiels.

■ **Royaliste :** Pourriez-vous rappeler ces chiffres ?

**Philippe Arondel :** Selon les critères officiels, on est pauvre quand on gagne moins de 579 €, soit la moitié du salaire médian. Les dernières statistiques publiées par l'INSEE indiquent que les pauvres ainsi définis sont 3 800 000 dans notre pays.

Certes, en étudiant les statistiques publiées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, on s'aperçoit que toutes les stratégies mises en œuvre n'ont jamais vraiment pu faire baisser la pauvreté en dessous de quatre millions de personnes. Mais il faut prendre conscience du fait que la pauvreté a changé de visage : aujourd'hui, elle est beaucoup plus liée à la précarité, elle s'est féminisée, elle concerne plus souvent les couples.

Elle est notamment au cœur, ainsi que le montre un rapport du Conseil d'analyse économique sur les inégalités, du phénomène de blocage de la mobilité salariale ascendante, et du durcissement des appariements sélectifs.

■ **Royaliste :** C'est-à-dire ?

**Philippe Arondel :** La *mobilité* porte sur les mouvements qui ont lieu dans le cadre d'une même hiérarchie salariale. En 2002, à la fin du gouvernement Jospin, nous étions revenus à une situation de blocage de la mobilité salariale, proche de celle de la fin des années soixante. Autrement dit, quand on est aujourd'hui en bas de l'échelle sociale, la possibilité d'évoluer est très faible. De plus, pendant la décennie écoulée, le nombre de personnes percevant un très bas salaire a fortement augmenté.

Les *appariements sélectifs* concernent les couples. On constate de ce point de vue que quelqu'un qui a « une belle situation » et un bon salaire vit souvent avec un conjoint qui a également une situation et un salaire confortables. En revanche, celui ou celle qui est au chômage ou avec un bas salaire vit en général avec quelqu'un qui est dans la même situation. C'est ce qu'on peut appeler, selon le mot si juste

de Jean-Michel Bélorgey, la « double dèche ».

Sans qu'on puisse encore parler d'émergence d'un véritable système de caste, notre pays devient de plus en plus rigide dans sa hiérarchie sociale et les zones de pauvreté s'enracinent durablement.

■ **Royaliste :** Peut-on aller jusqu'à dire que ces zones s'élargissent ?

**Philippe Arondel :** Oui. Elles englobent de plus en plus de personnes, ainsi que le montrent les statistiques publiées chaque année par le *Secours catholique*. Celles-ci, qui constituent une source d'information de première main, révèlent que, dans notre pays, l'on peut tout à la fois avoir un emploi et être dans l'impossibilité de se loger. Le phénomène des « travailleurs pauvres », bien connu dans les pays anglo-saxons, est en train de se développer en France.

**Royaliste :** Comment expliquez-vous l'attitude de la classe politique à cet égard ?

**Philippe Arondel :** Contrairement à ce que l'on croit, les dirigeants de notre pays n'ont pas négligé la question de la pauvreté. Mais, au lieu de définir une vraie politique de l'emploi, ils ont préféré s'engager sur la voie d'un changement profond du rôle de

l'État, qui a été « reconfiguré dans ses missions essentielles » comme on dit. En clair, nous sommes passé d'un État qui assurait depuis les années cinquante des prestations universelles à un État plus préoccupé de *solidarité* au sens libéral du terme. Cette solidarité consiste à mener des actions « ciblées » en faveur des publics les plus touchés par la pauvreté. Autrement dit, l'État n'a plus pour objectif la cohésion sociale, mais seulement la mise en place d'un filet de sécurité minimal pour les catégories les plus défavorisées. C'est là un premier et décisif basculement du rôle de l'État dont la finalité n'est plus du tout de promouvoir une intégration citoyenne mais bien plutôt, au nom de l'urgence, de jouer le rôle de brancardier social.

Nous assistons à un second basculement, encore plus grave, que les doctrinaires de l'entourage de Tony Blair appellent *l'État social actif* : l'État ne se fixe plus comme objectif de garantir l'accès aux prestations sociales, notamment pour le chômage, mais de faire revenir les gens sur le marché du travail dans n'importe quelles conditions.

Cette reconfiguration de l'État n'est pas spécifique à la France, elle est aussi conçue et mise en œuvre au niveau européen. À cet égard, le som-



# abilité aux

met de Lisbonne en mars 2000 a constitué un tournant historique en officialisant cette notion d'*État social actif*. Dans ce nouveau cadre conceptuel, la protection sociale devient un outil pour créer de l'emploi flexible et recomposer de façon inégalitaire le marché salarial.

Il va sans dire que le pacte républicain sur lequel nous avons fondé ce qu'on appelle l'État providence est en train de se vider de tout contenu.

■ **Royaliste : Vous avez évoqué à juste titre le tournant de Lisbonne. Mais la mécanique libérale n'était-elle pas enclenchée bien avant ?**

**Philippe Arondel :** En effet ! Cette offensive libérale com-

mence au début des années quatre-vingt-dix avec Jacques Delors, homme de gauche, progressiste, qui vante dans ses discours « l'Europe sociale ». Or l'acte de naissance de la politique libérale dans le domaine social, c'est le fameux *Livre blanc* qui est considéré comme le testament politique de Jacques Delors, et dans lequel figurent toutes les mesures qui ont été par la suite développées au niveau européen et par les États nationaux.

C'est à partir du *Livre blanc* qu'on systématisait les politiques d'austérité salariale : il y est écrit qu'on ne doit plus répercuter les gains de productivité, sinon dans des proportions extrêmement

faibles. Le résultat est accablant : aujourd'hui, dans le partage de la valeur ajoutée, les salariés ont perdu entre dix et douze points. La notion de flexibilité est aussi présente dans le *Livre blanc*, de même que les fameuses « trappes à inactivité » chères aux néolibéraux de toutes obédiences.

■ **Royaliste : Qu'entendez-vous par-là ?**

**Philippe Arondel :** De manière hypocrite, les libéraux se sont aperçus qu'ils avaient tellement fait baisser les salaires que ceux-ci pouvaient se trouver proches des *minima sociaux*. Au lieu d'augmenter les salaires - ce qui serait une solution humainement juste - les libéraux préconisent plutôt de faire revenir les chômeurs sur le marché du travail au moyen de diverses incitations. Par exemple, la prime pour l'emploi qui est conçue à la manière de l'impôt négatif aux États-Unis : ceux qui acceptent de revenir sur le marché du travail avec de très bas salaires touchent une prime qui leur permet d'avoir un revenu que l'État estime moralement acceptable. Les entreprises, quant à elles, ne paient plus de salaires qu'au prix du marché. Les entreprises se trouvent en quelque sorte exonérées de toute responsabilité sociale en matière de rémunération, la gauche comme la droite n'ayant pas de réelle divergence sur ce point.

Actuellement, le gouvernement Raffarin cherche même à mensuraliser la prime pour l'emploi. C'est très compliqué à réaliser, mais si on y arrive nous entrerons dans un système tout à fait nouveau de formation des salaires, l'État prenant en charge, au nom du bien commun, une partie conséquente de la rémunération des travailleurs. C'est ainsi qu'on en vient à créer un libéralisme sous perfusion étatique.

■ **Royaliste : Où en sommes-nous dans ce qu'on appelle l'activation des dépenses passives ?**

**Philippe Arondel :** Nous avons en France un système d'assurances collectives

étendu et performant. On nous explique qu'il coûte très cher et qu'il vaudrait mieux utiliser les sommes collectées, non pas pour indemniser passivement les chômeurs, mais pour financer activement leur retour sur le marché du travail. Cette *activation des dépenses passives* est déjà mise en œuvre en France comme en Europe, et certains élus français voudraient même que cet argent « passif » soit directement versé aux entreprises...

Dans mon livre, je cite un récent rapport de la Commission européenne où il est clairement affirmé qu'il faut supprimer les prestations sociales pour favoriser le retour à l'emploi !

■ **Royaliste : Selon vous, la baisse des charges permet-elle justement de doper la création d'emplois ?**

**Philippe Arondel :** En 1996, Jean Gandois, alors président du patronat français, n'hésitait pas à proclamer : « *Je suis d'accord pour réduire considérablement les aides à l'emploi, parce que j'estime que beaucoup d'entre elles sont inutiles. Un certain nombre de réductions de charges globales ne servent rigoureusement à rien* ». Je partage ce jugement, qui n'a pas empêché Jean-Pierre Raffarin d'affirmer à l'Assemblée nationale le 3 juillet 2002 que les baisses de charges constituaient la « clef de voûte » de la stratégie gouvernementale parce que ces baisses permettraient de créer des emplois. Cette affirmation relève de la pure idéologie, aucune preuve sérieuse n'ayant pu être apportée de l'impact des baisses de charge sur la création d'emplois. En revanche, ce qui est clairement démontré, c'est que les recettes libérales sont impuissantes à endiguer le fléau de la pauvreté... quand elles n'en sont pas les responsables directes.

Propos recueillis par  
B. La Richardais

☐ Philippe Arondel - « *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* », Belin, prix franco : 16 €.



♦ En France, 3 800 000 personnes sont, selon l'INSEE, en dessous du seuil de pauvreté.



## Judaïsme

**A** la télévision, on parle avec componction de la communauté juive sur des images bien caractéristiques – et le télé-spectateur peut en conclure que les juifs sont des communautaristes comme les autres.

Cette misérable opération de montage de fragments du réel est pulvérisée par Shmuel Trigano et par l'équipe qui examine avec lui les mythes et réalités du judaïsme français.

Ce qui nous permet de réappréhender le sens des mots et la prudence avec lesquels ils doivent être employés.

Il y a le **commun** : le judaïsme constitue une unité, se manifeste par une identité qui fait, comme toutes les définitions, l'objet d'un questionnement infini. Il y a le **communautaire** : la communauté juive ne regroupe pas tous les juifs français mais l'ensemble des associations qui se réclament de la tradition juive. Il y a le **communautarisme**, que développent des « corps intermédiaires » entre l'État et les citoyens : ce sont des groupes de pressions qui prétendent parler au nom de « cultures » plus ou moins fictivement constituées.

Les définitions que donne Shmuel Trigano sont plus denses et plus précises et il en ressort clairement que le judaïsme français peut prendre un visage communautaire mais qu'il est exempt de la dérive communautariste. Preuve : la très grande diversité du judaïsme français dans ses expressions religieuses, culturelles et politiques que l'*Observatoire* (1) nous permet de mesurer.

Annette DELRANCK

❏ (1) *Observatoire du monde juif*, bulletin n° 10/11, mai 2004. prix franco : 15 €

## Religions du Livre ?

**Dans un contexte de peur face à l'islamisme, paraît un texte inédit de Jacques Ellul sur les bases d'un possible (ou impossible ?) dialogue entre les trois « religions du Livre ». Les arguments sont impeccables et pourtant, on a du mal à adhérer.**

**L**es plus anciens abonnés de *Royaliste* se rappellent peut-être de Jacques Ellul, professeur de droit bordelais, sociologue, théologien protestant... très connu dans les années qui suivirent mai 68, aimé de ses étudiants dont plusieurs sont devenus des intellectuels en vue, vif brillant, affectif. Il était fort lié avec un des fondateurs de la NAR, Arnaud Fabre. Gérard Leclerc le citait souvent dans ses conférences. Un jour Ellul se fâcha contre nous à cause d'Israël. Jamais nous ne lui en voulûmes tant nous connaissions sa générosité et sa sincérité profonde.

Dix ans après sa mort, paraît un petit livre sous sa signature, dont l'essentiel est un texte sur les différences entre islam et judéo-christianisme. On y redécouvre ce qu'on savait, à savoir que son amour d'Israël – qui se concrétisa par une action héroïque en faveur des juifs persécutés durant la dernière guerre – vient d'abord de sa lecture assidue de la Bible. C'est de cette lecture, que Jacques Ellul tire argument pour refuser tout un discours, dont il attribue la paternité à des prêtres catholiques français influencés par Louis Massignon, et qui fait de l'islam un véritable frère de sang des deux autres grands monothéismes, juif et chrétien. C'était l'épo-

que où les églises catholiques des quartiers populaires accueillaient souvent dans leur sous-sol la prière des musulmans, et où *Le Monde* saluait la reprise du pèlerinage des Sept dormants d'Éphèse par des chrétiens et des musulmans dans un hameau breton... Occasion pour Ellul de s'en prendre au « culte » des saints, nullement chrétien, mais uniquement catholique...

Sommes-nous tous, chrétiens, juifs et musulmans, fils d'Abraham ? Sans doute, reconnaît Ellul, mais pas avec la même Promesse. L'élection divine est réservée au peuple juif, et au peuple chrétien dans la mesure où il en est le continuateur par Jésus, le fils de Dieu... Dès lors la fraternité avec les disciples de Mahomet n'est qu'illusion. Le Coran est comme un autre Nouveau Testament qui ignorerait l'Ancien. Il est facile à Jacques Ellul de montrer en quoi le Coran donne une fausse idée du judaïsme et du christianisme au travers des éléments qu'il reprend en les déformant. Et de s'insurger contre l'expression « religions du Livre ». On ne résumera pas le commentaire des Écritures et du Coran qui est d'une grande densité en même temps que d'un style direct et fluide. Un précis de théologie chrétienne en quelques pages. Cela vaut le détour.

Ce livre comporte deux autres textes. En conclusion la préface que Jacques Ellul donna à un très grand livre publié aux États-Unis sur le statut inférieur donné aux chrétiens dans toutes les terres d'Islam. Mais, les éditeurs ont aussi cru devoir demander à Alain Besançon, une assez longue introduction. À vrai dire c'est un mélange assez curieux. Certes Alain Besançon, qui a été élu à l'Institut au siège du grand rabbin Kaplan, avant d'occuper celui du philosophe catholique Jean Guitton, a toutes les compétences requises pour parler du même sujet que son ami Ellul. Encore qu'on imagine que sa motivation est assez différente. On ira jusqu'à se demander si cet intellectuel, qui a consacré sa vie à dénoncer le totalitarisme soviétique, souvent sans être entendu, ne se trouve pas un totalitarisme de rechange dans son actuel combat qui l'amène notamment à nous prévenir des pires catastrophes si l'Europe acceptait la Turquie en son sein... Les arguments valent le coup d'être lus, car ils viennent d'un des penseurs les plus intelligents de notre époque, mais ce texte donne aussi le sentiment d'une intense lassitude, presque d'une dépression qui nous met assez loin de la tonicité d'Ellul. On apprend beaucoup dans ce petit livre, mais c'est une impression de malaise qui l'emporte.

Paul CHASSARD

❏ Jacques Ellul - « *Islam et judéo-christianisme* », Puf, 110 pages, prix franco : 14 €.



# Le siècle et la règle

Rien de ce qui concerne Régis Debray ne nous est indifférent. Et je crois qu'il nous le rend bien. Lecteur attentif de ce journal, il lui arrive de nous signifier que nous sommes dans la bonne voie – ses encouragements nous sont précieux. Mais tout autant, les livres qu'il ne cesse de produire à profusion et où il intervient avec sa maestria habituelle sur tous les sujets importants. Tout récemment, après avoir participé aux travaux de la commission Stasi sur la laïcité, il confiait son sentiment personnel sur l'affaire du voile (1). C'est aussi de religion qu'il est question dans un autre ouvrage, de facture épistolaire, où l'écrivain joue des avantages du dialogue pour s'introduire, non sans malice et subtilité, sur des terrains un peu piégés. Si vous voulez connaître de quelle façon, par exemple, il a vécu la polémique sur notre quotidien de référence national (à partir évidemment du Péan-Cohen, bien qu'il ne soit jamais nommé) il faut lire ces pages dont l'accent primesautier ne saurait cacher les enjeux (2).

Régis Debray a toujours adoré nous faire son numéro de vieux sage, un peu revenu de tout. Il en a, certes, le droit après les aventures enrichissantes qui furent les siennes. Mais il ne faudrait pas se tromper. L'homme garde ses réserves intactes. Et si la vie lui a beaucoup appris, permis de relativiser un certain nombre de choses et de mettre fin à certaines illusions, ce n'est pas pour autant qu'il est prêt à lâcher prise. « *À quoi bon poursuivre toutes ces activités chronophages qui transforment en accessoire ce que nous avons en nous d'essentiel ? Vient un moment où les anachronismes nous envahissent, où les dates se brouillent, où les unes des journaux se superposent. Cela calme – et recentre.* » Certes, mais où peut bien se nicher cet essentiel, et à quel centre l'auteur se réfère-t-il pour signifier sa résolution ? « *Chacun se sauve comme il peut au milieu des encombrements.* »

Si tel est bien le dernier mot, je ne suis pas sûr qu'il ne faut pas en trouver le secret, très en deçà de l'esthétisme que le romancier est trop habile à distiller. D'ailleurs, je me permettrais une interprétation toute personnelle de ce livre. S'il est conçu sous le mode d'une correspondance où Régis Debray donne la réplique à un jeune dominicain, qui, lui, a vraiment la foi chevillée à l'âme, il est possible que les propos de notre écrivain ne correspondent qu'à une part de lui-même et qu'il ne se retrouve assez bien dans les convictions et la fougue de son interlocuteur. Il s'agirait, en somme, du double cours balancé d'un débat intérieur où le sceptique est trop heureux de se heurter à l'intransigeance du fervent. Même si cette correspondance est réelle – et c'est sûrement le cas – elle est pour l'écrivain la médiation rêvée pour mettre en concurrence les deux pôles de lui-même.

Mais il faut en dire un peu plus sur la nature de ce dialogue. Frère Gilles-Dominique, le correspondant, est impliqué dans le sort incertain d'un groupe de presse catholique que convoite le grand patron de notre journal de référence du soir. Tout feu tout flamme, notre dominicain n'entend faire nulle concession aux mœurs de la presse, aux lois du marché, encore moins se faire absorber par la logique

d'un groupe où il perdrait le sens de son engagement. Il en est encore, le pauvre, à rêver d'un Monde à la Beuve-Méry : une seule des propositions émises par notre religieux sur les réformes à opérer dans la maison de M.M. Colombani et Plenel peut donner un aperçu de sa « naïveté » : « *Diminuer le poids relatif des commerciaux et des annonceurs, et donc rendre à l'information son autonomie et ses justes équilibres. La priorité au marketing contraint à la mise en service de pseudo-révélation, à la théâtralisation outrancière des enquêtes et à l'attrape gogo de la manchette unique.* » L'interlocuteur se fait un plaisir malin de plaider le réalisme face à tant d'inconscience. « *Le prix de vente ne couvre que les deux tiers des frais d'exploitation.* » Par ailleurs Le Monde (alias Le Monde) a cent millions de dettes ! Bien sûr, Régis Debray n'approuve pas cette logique économique, mais il lui plaît de titiller le militant qui ressemble tant à celui qu'il fut : « *On traficote et l'on asticote les traficoteurs. La belle affaire ! Découvrir que les contrôleurs des politiciens sont encore moins scrupuleux que les politiciens, puisque personne ne peut les contrôler,*

*eux, ne vaudra le Nobel à personne. Mettre la main sur des titres juteux pour rembourser les banques, racketter les PDG pour décrocher des budgets de pub et faire chanter Matignon pour facturer un lobbying, c'est un quasi devoir d'État si l'on veut que son entreprise survive au changement de paysage, notamment technologique...* » Une telle ironie dévastatrice ne saurait tromper sur le jugement de son auteur, même s'il excelle dans le cynisme.

Frère Gilles-Dominique, sollicité par sa direction pour entrer dans le nouveau dispositif ne cédera pas aux sirènes tentatrices. Il préférera partir pour Haïti vivre la pauvreté évangélique loin des paillettes parisiennes et des ruses de la puissance. On ne nous fera pas croire que Régis Debray n'acquiesce pas profondément à cette décision qui le renvoie à sa folle jeunesse révolutionnaire. Si le vieux sage tient à s'enraciner dans la durée de

l'essentiel, ce ne saurait être au regret de sa propre foi. Qu'importe qu'il se campe en agnostique impénitent doublé d'un nostalgique – celui qui cotise pour la pérennité de L'Humanité de Jaurès. Les jeux ne sont pas faits. Son amitié pour Frère Gilles-Dominique révèle sa connivence pour d'autres possibles.

J'ajouterais que cette affaire de l'absorption du groupe La Vie par Le Monde ne m'est nullement indifférente, pour plusieurs raisons que je ne saurais développer, et dont certaines relèvent de la confiance. En son temps je me suis permis d'intervenir dans Le Figaro pour rappeler quelques épisodes d'une histoire qui n'est pas encore vraiment écrite, et où l'on trouve, de fait, un Hubert Beuve-Méry fondateur du Monde en compagnie du Père Boisselot et de Georges Hourdin dirigeants du groupe Malesherbes. Tous trois étaient témoins d'un univers dont je n'affirmerai pas qu'il s'est enfui. Cela ferait trop plaisir au Régis revenu de tout. Parlons simplement, en accord avec le Régis fidèle, des convictions inentamables d'hommes qui ont su prouver que tout n'était pas à vendre et que le nihilisme du siècle pouvait reculer devant l'honneur de la règle. Celle qui se réfère à une foi et à une espérance inassouvies. L'avocat du diable, selon son propre aveu, n'a voulu qu'éprouver la résistance d'un partenaire qui l'aurait trop déçu à se rallier au cynisme du jour.

par Gérard Leclerc



(1) Régis Debray - « *Ce que nous voile le voile* » - Gallimard – prix franco : 7 €.

(2) Régis Debray - « *Le siècle et la règle* – Une correspondance avec le Frère Gilles-Dominique », Fayard, prix franco : 15 €.



# L'homme dans le puits

Parfois cité, rarement lu, Lao-tseu est à l'opposé de Confucius mais à proximité des Grecs antésocratiques dont il est le contemporain. Sa pensée paraît radicalement égoïste alors qu'elle s'accomplit dans l'amitié pour tous les humains.

**D**e prime abord, Lao-tseu ne peut manquer d'agacer tant il paraît conforme à la caricature de philosophe oriental qu'on oppose de manière toute scolaire à la figure non moins schématique de l'occidental moyen... et du Chinois confucéen. L'un de ceux-ci, Han Yu, ne décrit-il pas Lao-tseu comme un homme au fonds d'un puits, aveugle au monde qui l'entoure ?

Il est vrai que l'auteur du *Tao Te king* montre une Voie (*Tao*) qui ne mène nulle part et que ce sage parmi les sages affirme qu'il faut faire le vide en soi, se délivrer de tout désir et se rendre indifférent au mouvement de l'histoire qui bouleverse pour rien le monde - puisque la vérité, comme le philosophe, est assise au fonds du puits.

Dans son commentaire du *Tao Te king* (1), Marcel Conche ouvre les esprits à une pensée riche de dialectiques subtiles et proche de certaines de nos sources philosophiques. Lao-tseu (550-479 av. J.-C.) est contemporain d'Héraclite et le rejoint dans l'idée de l'opposition universelle des contraires et dans celle d'un écoulement infini des choses et des êtres.

Qu'on se méfie des oppositions frontales entre Orient et Occident. Lao-tseu est un philosophe de la Nature, immédiatement familier à Marcel Conche - éminent traducteur

et lecteur d'Héraclite. Et son traité de la Vertu (*Te*) ne professe pas une sagesse hautaine et radicalement solitaire. Celui qui fait le vide doit évacuer son propre égoïsme et s'ouvre ainsi à tous les hommes, quelles que soient ce que Pascal appelle leurs « grandeurs naturelles » (l'intelligence, la beauté...) et leurs « grandeurs d'établissement » (être duc, ministre, archevêque...).

Les militaires et les militants ne sauraient prendre Lao-tseu pour conseiller suprême, puisque le Sage se tient à distance de la politique, professe un pacifisme radical (dangereux pour la paix entre les nations), condamne l'éducation du peuple et s'affirme comme « un déraciné du temps historique » selon la juste et belle appréciation de Marcel Conche. Le *Tao Te king* n'en contient pas moins de fortes pensées sur l'autorité, le pouvoir, le service de l'État, la force du faible...

Les royalistes auront avantage à réfléchir sur le fait que « *Quand l'État et la dynastie sont dans la nuit et le désordre, il y a les ministres loyaux* ». Ils peuvent aussi méditer ce qu'on pourrait appeler le paradoxe du prince qui croit possible d'accomplir sans agir.

Jacques BLANGY

▣ Lao-tseu - « *Tao Te king* », traduit et commenté par Marcel Conche, PUF, 2003, prix franco : 22 €.

# Truculence

Petit hommage respectueux et envieux à la paresse précolombienne et l'oisiveté invulnérable des Indiens Émerillons.

**D**ans nos classes de « prépas » on trouvait des lecteurs de Marx, de Sartre et de Maurras plus un original qui s'en tenait à Jacques Perret ce qui, naturellement, était vu par les copains avec commisération. C'est ainsi. L'original que j'étais, à la psychologie phénoménologique sartrienne, préférait la débrouillardise du « caporal épinglé », et à l'obscurité des concepts l'éblouissement de la phrase. On peut dire que j'ai été somptueusement servi. Ils sont tous là, dans ma bibliothèque, les « Perret » : brochés, reliés, illustrés, dédiacés, numérotés, gros tirages ou tirages limités et simples plaquettes. Le temps des enfants est venu, ils ont tous aimé, celui des petits-enfants en âge de comprendre approche, je gage qu'ils aimeront. Le Mérovingien de la rue Mouffetard est un moderne au plein sens du terme, il est de toutes les époques, de toutes les générations.

Si le temps d'un nouveau Perret est à jamais révolu, la fidélité demeure envers un homme et une œuvre littéraire exceptionnelle. Nous devons cela à Jean-Baptiste Chaumeil, gardien vigilant de la mémoire du « grand Jacques » et, également, à la maison d'édition *Le Dilettante* qui, périodiquement réédite quelques textes repris dans l'ensemble de l'œuvre.

Un quatrième opuscule vient d'être publié qui se rapporte aux aventures guyanaises de

l'auteur, parti à vingt-neuf ans en cette terre alors largement incognita, en la double qualité de chercheur d'or et de chargé d'études sur les Indiens Arimachaux. On sait que l'orpailleur, en trois ans de prospection, n'a pas ramené assez d'or pour fabriquer l'alliance d'Alice, sa fiancée qui attendait patiemment son retour. Ses enquêtes ethnographiques eurent davantage de succès, par contre en ces lieux naquit véritablement sa vocation de journaliste et d'écrivain.

Le petit livre proposé aux amateurs - cent trente pages - se présente sous une double entrée ; une partie, *Un blanc chez les rouges*, est composée à partir de quelques reportages publiés par le quotidien *Le Matin*, l'autre *L'Aventure en bretelles*, reprend trois nouvelles extraites de *Histoires sous le vent*. Ceux qui connaissent l'auteur savent déjà ce plaisir qu'ils prendront à lire ou relire ces textes et histoires insolites, ceux qui ne le connaissent pas encore feront une découverte majeure. Inutile de commenter. Ah, si ! Tout de même : structuralistes et néoromanciers, s'abstenir.

Michel FONTAURELLE

▣ Jacques Perret - « *Un blanc chez les rouges - L'Aventure en bretelles* », Le Dilettante, prix franco : 14 €.

▣ Pour ceux qui ne la connaîtraient pas encore, signalons la petite plaquette de Jean-Baptiste Chaumeil « *Petit hommage pour un Grand Monsieur* » qui retrace la vie de Jacques Perret, prix franco : 8 €.



# Souscription

## Appel à la mobilisation

Il y a quinze jours, je vous faisais part d'une certaine inquiétude. Aujourd'hui c'est d'une véritable peur dont il s'agit... Oui, peur, car la liste que nous publions ci-dessous est bien maigre et si ce rythme devait se poursuivre nous n'atteindrons pas notre objectif de 14 000 € et serons forcés d'opérer des coupes claires dans notre budget afin de pouvoir honorer nos engagements. Ces coupes ce sera le journal qui en pâtira le premier car c'est *Royaliste* qui représente la partie la plus importante de nos dépenses. Alors, si vous ne voulez pas voir votre journal amputé de quatre pages ou ne plus paraître qu'une fois par mois, si vous pensez qu'il joue un rôle irremplaçable dans le combat royaliste, répondez à mon appel, rapidement, généreusement. Très nombreux sont nos lecteurs qui n'ont pas encore participé cette année à cet effort collectif. C'est pourquoi je lance un appel à la mobilisation générale...

**Yvan AUMONT**

### 7<sup>e</sup> liste de souscripteurs

Jean-François Asselin 100 € - Christophe Bertorelle 20 € - Jocelyne Buche 30 € - Serge Cattet 15 € - André Doremus 50 € - Yves Gogue 30 € - Yves Lacoste 100 € - Michel Puravet 30 € - Paul Richard 20 € - Jacques Roué-Daéron 65 € - Alain Solari 200 € - François Tanné 100 € - Joël Teruel 14 € - Philippe Tesson 100 €.

Total de cette liste : 874 €

Total précédent : 8 054,53 €

Total général : 8 928,53 €

### CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National de la NAR, nouvellement élu, se réunira à Paris le **dimanche 20 juin** prochain.

Organisme élu par les adhérents pour deux ans, le

Conseil National a comme rôle principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur. Il participe également au processus de renouvellement de ce dernier.

### Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@aol.com](mailto:NouAcRoyal@aol.com)
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et : <http://www.narinfo.fr.st> (actualité et informations)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

### MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du diner 5 €).

● **Mercredi 9 juin** : A quelques jours des élections qui sont censées être « européennes » et qui ne le seront en aucune manière, il peut paraître intéressant de parler de... l'Europe. Non pas celle dite « de Bruxelles » et du traité sur lequel les États ont tant de mal à s'accorder, mais l'Europe comme projet qui ne s'est pas encore accompli et qui ne peut le faire que selon une nouvelle conception institutionnelle et géopolitique. Lorsqu'il disent « **Oui à la Turquie !** », les royalistes de la NAR ne cèdent ni à la nostalgie ni aux démons de la provocation. Comme l'exposera **Bertrand RENOUVIN** en introduction au débat, il s'agit de poser les conditions politiques de l'union de toutes les nations européennes dans la perspective du développement équilibré d'un ensemble ouvert sur le monde.

● **Mercredi 16 juin** : Membre de la *Royal Historical Society* et directeur de la revue *The Court Historian*, **Philip MANSEL** a étudié le XIX<sup>e</sup> siècle français dans plusieurs ouvrages. Dans « **Paris, capitale de l'Europe** », il brosse un magnifique tableau de la ville

qui connaît, entre le Premier et le Second Empire, une longue période de paix - sans que les Français et les étrangers qui s'y trouvent ne s'y ennuiant jamais.

Au contraire, la capitale de la France est le lieu de toutes les contradictions et de tous les paradoxes qui permettent aux Parisiens de participer au divers aspects du mouvement de l'histoire. Une restauration et deux révolutions, l'affirmation du sentiment national et le cosmopolitisme, les premiers chocs entre le capitalisme et le socialisme, les premiers affrontements entre les classes dans une ville où le luxe inouï contraste avec l'extrême misère, des débats et des polémiques menés par de grands esprits...

Avec notre invité, nous revivons une époque effervescente, créative, à travers l'histoire de notre capitale qui fut alors, pour les Européens, un « paradis de la liberté ».

● **Mercredi 23 juin** : Nous avons accueilli Jacques Nikonoff peu après qu'il soit devenu le président de l'association *Attac* qui a très activement participé à la campagne contre la guerre en Irak, aux grandes mobilisations sociales du printemps 2003 et aux rencontres organisées par le courant altermondialiste. Il importe de faire le bilan de ces actions et de s'interroger sur « **L'avenir des luttes antilibérales** » en un moment où les combattants marquent le pas et semblent s'installer dans une critique répétitive et sans effets majeurs sur les décisions prises par les dirigeants des pays riches. C'est dire que notre débat avec **Jacques NIKONOFF** portera surtout sur les enjeux stratégiques et plus particulièrement sur les actions qu'il convient de mener dans le cadre de notre nation selon des finalités qui restent à préciser.

### Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Gestion de patrimoine

**E**n France, les partis politiques ne mènent plus de batailles électorales. Ils gèrent des patrimoines constitués de biens immobiliers et de parcs d'électeurs. Ils s'efforcent de conquérir à chaque scrutin des parts de marché mais l'essentiel est de préserver le capital – arondi par les subventions que verse l'État.

S'impose dès lors une gestion « en bon père de famille », ce qui exclut par définition les options hasardeuses mais aussi l'expression d'une quelconque pensée car, comme me le disait en 1988 un futur secrétaire d'État socialiste, *quand on pense on ne sait pas où on va*.

Fort intelligente et capable, cette dame résumait en une formule naïve l'attitude des milieux dirigeants : peur panique de l'idéologie depuis la tardive découverte des effets du stalinisme et du maoïsme, évacuation paresseuse des tâches de recomposition doctrinale, mépris pour le peuple français réputé indifférent ou hostile aux idées. Ceci au moment où l'écologisme et le national-populisme bâtissaient leur propre domaine en maniant de façon perverse les concepts de Nature et d'Identité, tandis que l'idéologie ultra-libérale s'imposait comme vérité d'évidence...

Nous sommes entrés depuis quelques années dans une nouvelle phase. Sur le marché idéologique, l'ultra-libéralisme reste dominant mais il est instrumentalisé par les oligarques qui veulent avant tout récolter les dividendes de leurs opérations. A droite, on envisageait voici peu de nationaliser Alstom, puis Nicolas Sarkozy a négocié avec Bruxelles un compromis sans contenu idéologique tout en pré-

parant une nouvelle série de privatisations. Les socialistes ne s'en indignent pas, puisqu'ils étaient engagés en 2002 dans la privatisation de EDF-GDF.

L'extrême nocivité de cette « gouvernance » oligarchique est accrue par les ambitions personnelles. Comme le colonel du *Pont de la rivière Kwai*, il s'agit de démontrer en toutes occasions sa totale efficacité ou, comme on dit aujourd'hui, son « excellence ».



La tâche est d'autant plus difficile que presque tous les oligarques sont issus du même moule. Comme à l'ENA, leur carrière se joue au quart de point dans une surenchère de conformisme social et intellectuel stimulée par l'orgueil de caste. Faute d'être le meilleur dans la planification socialiste, puisque cette technique est devenue inconvenante, Laurent Fabius s'efforce de remporter l'ultime concours en surpassant son rival Strauss-Kahn par la modernité de ses recettes comptables et « sociétales ». Pour l'heure, Nicolas Sarkozy est inégalable dans l'art de détruire ou de construire (peu importe, mais toujours en un temps record) ses ponts sur la rivière Kwai.

L'efficacité sans la conviction (le « pragmatisme » des élites contemporaines) est l'une des principales causes de trahison. Les technocrates de la Collaboration en sont une illustration tragique, avant que les renégats du trotskisme et du maoïsme n'apportent de pitoyables confirmations.

Cette obsession de l'efficacité explique que le milieu politico-médiatique ait réduit au maximum ses propos sur les affaires régionales et européennes lors de deux campagnes réduites à quelques jeux d'apparence. Quant à la gestion du patrimoine électoral, mieux vaut critiquer ou défendre le gouvernement puisque les Français font de ces élections un enjeu de politique nationale. Quant au « travail d'image » mieux vaut manipuler le thème du mariage des homosexuels pour démontrer sa modernité ou son sens des responsabilités.

Les mœurs. Tel est le dernier sujet sur lequel nos bons pères de famille peuvent se permettre des audaces : le capital n'est pas mis en péril et il est possible de ramasser quelques bénéfices.

Cette sage gestion patrimoniale à gagné les groupes protestataires. La famille Le Pen gère son fonds de commerce avec compétence et retenue ; Philippe de Villiers et Charles Pasqua se disputent à petit bruit l'héritage souverainiste comme d'autres, à l'extrême gauche, tentent de maintenir leurs positions sur le marché altermondialiste. Se chamailler à huis clos, parler pour son seul public : les extrémistes d'hier sont en train de découvrir le confort de la gestion prudentielle du capital matériel et du capital symbolique.

Au vu de cette évolution générale de l'« offre politique », le soutien ou le rejet des groupes qui se présentent aux élections européennes sont également privés de sens.

**Bertrand RENOUVIN**